

# **L'économie du Peuplement : une nouvelle discipline adaptée aux besoins de notre planète en voie de peuplement et pour refonder ce qu'on appelle aujourd'hui l'Aide au développement.**

**Synopsis de cet essai de 300 pages, à paraître au début de 2022, par Jean-Marie COUR, démo-économiste. Email : jeanmariecour@outlook.com**

En un siècle, de 1950 à 2050, le quadruplement de la population mondiale, de 2.5 à 10 milliards d'habitants, et le décuplement de la population agglomérée, 0.7 à 7 milliards d'urbains, sont les deux événements les plus évidents, les plus exceptionnels, les plus lourds de conséquences, et dont nous sommes tout à la fois les témoins, souvent passifs, et les acteurs inconscients et rarement bien inspirés.

**Alors, pourquoi soumettre aujourd'hui cet essai sur l'économie du peuplement ?** Parce que c'est maintenant et de notre temps que l'intensité de ce processus de peuplement (au sens de la croissance et de la redistribution spatiale et socioéconomique de la population) atteint son maximum, alors que plus personne ou presque ne se souvient de ce que signifiait le géronde anglais *peopling*, qui était communément employé à l'époque où les Etats-Unis étaient un **Pays en Voie de Peuplement**, concept dont le sens précis et les implications sont présentés dans la **Première Partie** de cet essai.

Pour aborder les enjeux de ce processus de peuplement et pour gérer les rapports entre les pays du Nord, déjà peuplés et les pays du Sud, en voie de peuplement, il faut disposer d'un cadre conceptuel ou paradigme très différent de celui sur lequel repose la théorie économique moderne, dont les origines remontent à la révolution industrielle en Europe, et qui, du fait de ces origines, a toujours été et reste aujourd'hui centrée sur la production de marchandises, sur la productivité et la compétitivité.

Je montre dans la **Deuxième Partie** de cet essai que cette économie moderne, abusivement qualifiée d'*orthodoxe*, est à la fois :

-**désincarnée**, au sens où le capital humain des fonctions de production des modèles économiques habituels n'a à peu près rien à voir avec la population elle-même, dans toute sa diversité de localisation, de comportement individuel, d'interaction, de modes de vie ;

-**u-topique**, c'est-à-dire ignorante du lieu, des relations de voisinage entre acteurs, des territoires, de la géographie ;

- **rétive à toute forme de déséquilibre** et soucieuse de **l'équilibre général** sur tous les marchés ;

-**et uchronique**, c'est-à-dire indifférente au temps, aux processus et aux dynamiques, à l'histoire : dans le monde imaginaire des diverses écoles de pensée de la théorie économique dite *orthodoxe*, le temps qui intervient après une perturbation éventuelle est celui qui est nécessaire pour le retour à l'équilibre, c'est-à-dire pour le retour à l'absence de temps.

Ainsi désincarnée, u-topique, rétive à toute forme de déséquilibre et uchronique, cette économie *orthodoxe* ne peut proposer du monde réel que des successions d'images fixes et mono-pixel, sans dimension spatiale, qui sont toujours en retard sur l'état du peuplement à la date considérée. Les chroniques d'indicateurs et d'agrégats qui sont présentées dans toutes les bases de données macro-économiques et sectorielles et dans lesquelles toutes les discontinuités dans les comptes sont gommées a posteriori sont des artefacts, qui ne peuvent être d'aucun secours pour reconstituer les trajectoires et

évaluer les performances économiques passées des pays en voie de peuplement, ni pour réfléchir aux perspectives à long terme, ni pour aborder toutes sortes de questions concernant par exemple la sécurité alimentaire ou la gestion des inégalités.

Si l'on peut admettre la nécessité d'une théorie du *processus de développement des pays du Sud*, au cours duquel tout ou presque est, par définition, en déséquilibre moteur du changement, une telle théorie ne peut certainement pas s'inspirer de l'exemple des pays du Nord qui se prétendent dans cet état purement imaginaire de *pays développé*, où tout est censé être en équilibre général, où la population n'est plus une variable mais une donnée, où tous les lieux se valent, où tous les *homo economicus* sont interchangeable, où la géographie est dissoute dans la mondialisation.

Avant de réfléchir à une telle théorie du *développement*, la première chose à faire est donc de se doter d'une théorie qui rende compte du processus de peuplement de la planète, des restructurations passées, présentes et à venir dans l'occupation et l'organisation des espaces habités et des interdépendances entre peuplement et économie : le paradigme démo-économique spatialisé sur lequel repose une telle théorie est présenté dans le chapitre 5 de la Deuxième Partie de cet essai.

C'est donc, ni plus ni moins, à ce projet de révolution copernicienne qui consiste à réhumaniser, à respatialiser et à redynamiser la discipline appelée économie que cet essai invite, et par conséquent à substituer au concept actuel de *développement*, tel qu'il est aujourd'hui conçu, celui de peuplement, qui est plus pertinent et plus porteur de sens pour réfléchir aux enjeux des rapports Nord-Sud, pour retrouver le sens de la stratégie dont une composante essentielle doit consister à **gérer le peuplement de la planète**, et pour redéfinir en conséquence le rôle et les modalités de ce qu'on appelle aujourd'hui l'*Aide au Développement*.

Dans toute discipline, toute remise en cause du paradigme sur lequel repose cette discipline est une décision douloureuse, difficile à prendre, donc à caractère exceptionnel, et qui est pourtant indispensable quand le monde et les sociétés changent et que le paradigme existant doit évoluer en conséquence : ce changement de paradigme implique une restructuration en profondeur des systèmes d'information existants, comme expliqué dans la **Troisième Partie** de cet essai.

La **Quatrième Partie** de cet essai présente sept exercices de prospective que j'ai voulu et conduits de 1975 à 2000 et qui reposent tous sur ce paradigme démo-économique spatialisé. Fait remarquable, seuls les deux premiers de ces exercices qui concernent des pays non africains et qui sont hors champ d'action traditionnel de l'Aide Officielle au Développement (ODA) ont pu être menés à terme dans d'excellentes conditions, contrairement au cas des cinq derniers qui concernent divers territoires de l'Afrique Sub-Saharienne, allant de l'ensemble de l'ASS dans le cas de l'étude ILTA (Une Image à Long Terme de l'ASS) aux microrégions constituées chacune d'une petite ville et de son hinterland. Les institutions en charge de l'ODA ont pour la plupart obstinément refusé de prendre connaissance de ces exercices de prospective et de leurs implications, encouragées en cela par leurs clercs et conseillers, défenseurs du dogme de l'économie dite *orthodoxe*.

Ce refus quasi religieux de s'intéresser à ces exercices est allé jusqu'à un véritable autodafé dans le cas de cette étude ILTA, que j'avais soumise en 1983 à la Direction Générale du Développement de la Commission des Communautés Européennes : cette dernière s'est empressée de supprimer de ses archives toute trace de cette étude pour éviter tout risque de remise en cause des politiques et pratiques de la coopération entre l'Europe et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Si je rappelle dans cet essai les déboires de cette étude ILTA qui date de près de 40 ans et des autres exercices de prospective que j'avais soumis dans la foulée à la Banque Mondiale, à l'OCDE et à diverses institutions en charge de ce qu'on appelle l'*Aide*, c'est parce que rien ou presque n'a encore fondamentalement changé à cet égard, de Bruxelles à Washington et à Paris (mais pas à Pékin...), et

ce en dépit de la longue liste d'erreurs de stratégie et de choix politiques auxquelles conduit ce que j'appelle la trahison des clercs, c'est-à-dire des responsables de ces institutions, des membres de leur personnel et de leurs conseillers *experts* qui sont censés être détenteurs du pouvoir et du savoir.

Je dis dans cet essai qu'il est grand temps d'en finir avec ce déni de réalité. L'économie des pays en voie de peuplement ne peut être que duale, avec une composante *orthodoxe* et une composante que j'appelle populaire, dont dépendra encore longtemps la majorité de la population et sans laquelle la croissance démographique serait tout simplement insoutenable. Cette économie populaire est tout sauf *informelle*, dépourvue de forme, elle est source de croissance endogène au sens propre du terme. Au Nord comme au Sud, une des missions essentielles des politiques publiques est d'assurer la coexistence de l'économie populaire avec l'économie orthodoxe, comme je le recommande dans la **Cinquième** et dernière **Partie** de cet essai, qui se conclut par **dix commandements aux économistes orthodoxes** pour les aider à se préparer à cette révolution paradigmatique qui s'impose :

1. Tu ne mépriseras plus les sociétés primitives, tu respecteras leur droit à la différence, et tu t'abstiendras donc à leur égard de toute tentative de modernisation par effraction.
2. Tu n'oublieras jamais que, quelque miraculeux que semblent les progrès de la science et de la technique, l'économie, discipline humaine, est en dernier ressort faite par les hommes, et pour les servir tous, et qu'il ne saurait y avoir d'homme inutile.
3. Tu n'oublieras jamais que, comme en toute science humaine, la vraie nouveauté réside dans le retour aux sources, et tu reliras donc les traités des fondateurs de la discipline appelée économie, à commencer par les traités d'*oikonomia* des philosophes de la Grèce classique.
4. Tu te souviendras qu'aucun paradigme n'a vocation à s'imposer éternellement, et que refuser toute remise en question de ce paradigme quand les circonstances l'exigent est irresponsable.
5. Tu ne chercheras plus à faire du règne de la finance et de la marchandise, de l'équilibre général calculable, de la compétitivité, de la conquête des marchés et de la globalisation la nouvelle religion monothéiste, et tu mettras donc fin à la dictature de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi.
6. Tu supprimeras donc les barrières d'entrée aux revues et publications économiques dites de premier rang, tu ne mépriseras plus les *hétérodoxes* et tu banniras de ton vocabulaire tous les mots à connotation péjorative à leur égard : deuxième rang, *wishful thinking*, *Vaudou economics*...
7. Tu te souviendras aussi que tout ce qui brille d'abstraction et de sophistication n'est pas nécessairement le plus pertinent, et que multiplier sans fin les initiatives, les objectifs, les secteurs et les barrières entre les disciplines ne peut qu'accroître la confusion et que noyer le poisson.
8. Tant que tu n'auras pas toi-même redécouvert l'importance de la géographie, du territoire et des relations de voisinage, et que tu n'auras pas compris la nécessité de spatialiser les systèmes d'information, tu t'abstiendras de prétendre t'intéresser à la décentralisation et de critiquer la gouvernance locale.
9. Dans tes relations avec les pays et les institutions partenaires, tu t'abstiendras de dépasser les limites du domaine d'expertise et de responsabilité qui t'est reconnu, et tu ne confondras plus aide humanitaire et coopération.
10. Avant de proposer toute politique radicale telle que la réduction des dépenses publiques ou l'ajustement prétendument structurel et d'imposer toute forme de saignée et de purgation, tu reliras le *Malade Imaginaire* de Molière.